



Communiqué de presse

Epandages aériens de pesticides : Le gouvernement doit prendre ses responsabilités en interdisant ces pratiques !

Le 09 juillet dernier, le Préfet des Landes autorisait l'épandage aérien de pesticides sur 7 communes. Cette initiative pose deux problèmes majeurs :

- 1) La méthode utilisée qui va engendrer une dissémination à grande échelle de substances dont on ignore les conséquences sanitaires et environnementales. « Dans un rapport daté d'août 1997, l'INRA estimait que 25 à 75 % des pulvérisations partaient dans l'atmosphère avec des méthodes traditionnelles. » En utilisant des avions, il est évident que cette estimation doit être revue à la hausse. Pour couronner le tout, ces épandages se font proche des habitations.
- 2) C'est une contradiction avec l'esprit du Grenelle et du plan écophyto qui prévoit une baisse significative de l'utilisation des phytosanitaires à l'horizon 2018.

Bien que le préfet ait encouragé les producteurs à trouver d'autres méthodes pour la saison prochaine, on reste perplexe sur la volonté réelle des pouvoirs publics de changer durablement les choses.

Pour l'association de défense des consommateurs INDECOSA-CGT, le gouvernement doit se positionner rapidement sur cette question en apportant des réponses claires à la conférence environnementale des 14 et 15 septembre.

Nous souhaitons participer à cette conférence avec l'ensemble des autres associations de consommateurs.

En ce qui concerne nos revendications, nous réclamons :

- L'interdiction définitive des épandages aériens,
- L'application des engagements du Grenelle sur la réduction de l'utilisation des phytosanitaires,
- La mise en place avec l'aide de l'INRA d'une méthode d'analyse des seuils de détection des pesticides dans l'environnement. A l'heure actuelle, les pourcentages de détection sont trop hauts et ne reflètent pas la réalité.
- Des mesures afin de favoriser des pratiques agricoles plus respectueuses pour l'environnement et notre santé. Cela pose le problème du mécanisme des aides européennes et également de la spéculation financière qui gangrène aujourd'hui le marché des matières premières.

Montreuil, le 16 août 2012

Contact Presse : Arnaud FAUCON, Secrétaire National au 01 48 18 84 18